



## **COMMENT ASSURER LA STABILITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE NOTRE PAYS?**

J'entends souvent dire de la politique qu'elle en fait trop peu, qu'elle traîne les pieds, qu'elle n'est pas réceptive aux transformations sociales et qu'elle est incapable d'anticiper les changements. Un paradoxe aussi flagrant entre politique et économie inspire forcément quelques réflexions.

J'aimerais en premier lieu souligner qu'un état stable et fiable constitue un facteur d'expansion pour notre économie. L'état se doit réexaminer, et de repenser constamment ses structures et son rôle. Je suis persuadé que plus le développement de l'économie est dynamique, plus la stabilité, la solidarité et la clairvoyance de l'action étatique deviennent importantes.

L'état doit être en mesure de garantir la stabilité pour que l'économie puisse exprimer son dynamisme. L'état et la politique doivent non pas réfléchir en termes d'agitation, de séduction et de spectacle, mais veiller au maintien d'une situation stable et à l'élaboration de solutions aussi judicieuses que possibles.

La stabilité n'est pas synonyme de stagnation, l'état en tant que robuste fondement d'une société dynamique.

Notre système politique doit assurer la stabilité tout en se préparant aux défis de l'avenir. Si nous nous obstinons à conserver telles quelles des structures politiques qui datent du 19<sup>e</sup> siècle, nous finirons par ne plus pouvoir assurer cette stabilité. Une politique qui se préoccupe davantage d'administrer le passé que de construire l'avenir ne rend service ni aux citoyens, ni à l'économie.

Les problèmes auxquels nous nous sommes confrontés aujourd'hui présentent une complexité aussi plus grandes que durant les décennies précédentes. Dès lors, l'état et la politique doivent envisager les transformations de la société avec souplesse. Cela implique la volonté et la capacité d'opérer des réformes. Et il faut aussi du courage pour aborder le changement.

Haiti doit-elle rénover ses institutions ou sa mentalité?

Les réformes commencent dans la tête. Pour moi, cette maxime signifie empoigner les transformations jugées nécessaires et les accompagner avec sagacité et ouverture d'esprit. Mais pas seulement. Elle exprime aussi l'idée que les réformes considérées comme nécessaires n'ont de chances d'aboutir que si nous, et je dis bien nous, les Haïtiens, sommes réellement prêts à accepter des changements. La politique est logée à la même enseigne que l'économie. Il faut aussi pouvoir compter sur l'appui de l'économie, qui dispose de relations privilégiées au niveau international et qui a son mot à dire dans les affaires de politiques nationales.

Je désire à la fois des structures stables et un esprit ouvert aux réformes. Les structures nous fournissent le point d'appui. Pour les réformes de l'état, cela signifie que nous devons maintenir ce qui a été fait ses preuves et corriger ce qui doit l'être. Il convient non pas de faire des expériences mais d'aborder un tout avec modération. Cela est vrai pour la réforme du gouvernement, mais aussi celle du parlement et des droits populaires, car il s'agit d'un seul et même système. Nous écartons les variantes qui prévoyaient la prédominance du Président. Nous entendons maintenir le système de la pluralité des partis. Toutes les forces politiques déterminantes doivent demeurer au sein du gouvernement. Nous devons non pas apporter des transformations radicales aux structures de décisions, mais bel et bien identifier et entreprendre des réformes matérielles qui s'imposent.

Nous ne devons pas réformer pour réformer. Nous devons engager des réformes qui, aujourd'hui comme demain, permettent à l'état de représenter une assise fiable pour une économie dynamique, pour une société dynamique et pour les défis de l'avenir.

Prof. Michelet Montana  
Président